

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2013/03325]

23 SEPTEMBRE 2013. — Décision du Président du comité de direction du Service public fédéral Finances portant modification des compétences de certains services de l'Administration générale de la Fiscalité du Service public fédéral Finances

Le Président du comité de direction,

Vu l'arrêté royal du 15 mars 2010 relatif à la création de services au sein du Service public fédéral Finances, à la fixation de leur siège et à leurs compétences matérielles et territoriales, l'article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2010 donnant délégation au Président du comité de direction en matière de création de services, de fixation de leur siège et de leurs compétences matérielles et territoriales,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les compétences et les circonscriptions des services dans le ressort de la direction régionale de Mons de l'Administration générale de la Fiscalité sont fixées comme suit :

1° le contrôle de Tournai 1 IPP est compétent à l'égard des contribuables de la commune de Tournai dont le nom commence par les lettres A à Q;

2° le contrôle de Tournai 4 IPP est compétent à l'égard des contribuables de la commune de Tournai dont le nom commence par les lettres R à Z et des communes d'Antoing, Brunehaut, Celles, Estaimpuis, Pecq et Rumes;

3° l'inspection de Tournai A est compétente pour les contrôles de Mouscron 1 et 2, Tournai 1 IPP et 4 IPP.

**Art. 2.** Les contrôles de Tournai 2 et 3 sont supprimés.

**Art. 3.** Cette décision entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Bruxelles, le 23 septembre 2013.

H. D'HONDT

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2013/03325]

23 SEPTEMBER 2013. — Beslissing van de Voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën houdende wijziging van de bevoegdheden van sommige diensten van de Algemene administratie van de Fiscaliteit van de Federale Overheidsdienst Financiën

De Voorzitter van het directiecomité,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 2010 betreffende de oprichting van diensten in de schoot van de Federale Overheidsdienst Financiën, de vaststelling van hun zetel en van hun materiële en territoriale bevoegdheid, artikel 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2010 waarbij delegatie wordt verleend aan de Voorzitter van het directiecomité met betrekking tot de oprichting van diensten, de vaststelling van hun zetel en van hun materiële en territoriale bevoegdheid,

Beslist :

**Artikel 1.** De bevoegdheden en de ambtsgebieden van de diensten die deel uitmaken van de Gewestelijke directie Bergen van de Algemene administratie van de Fiscaliteit worden als volgt vastgesteld :

1° de controle Doornik 1 PB is bevoegd voor de belastingplichtigen van de gemeente Doornik van wie de naam begint met de letters A tot Q;

2° de controle Doornik 4 PB is bevoegd voor de belastingplichtigen van de gemeente Doornik van wie de naam begint met de letters R tot Z en van de gemeenten Antoing, Brunehaut, Celles, Estaimpuis, Pecq et Rumes;

3° de inspectie Doornik A is bevoegd voor de controles Moeskroen 1 en 2, Doornik 1 PB en 4 PB.

**Art. 2.** De controles Doornik 2 en 3 worden opgeheven.

**Art. 3.** Deze beslissing treedt in werking op 1 oktober 2013.

Brussel, 23 september 2013.

H. D'HONDT

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2013/205007]

30 AOUT 2013. — Arrêté royal fixant des dispositions générales relatives au choix, à l'achat et à l'utilisation d'équipements de protection collective (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, § 1<sup>er</sup>, numéroté par la loi de 7 avril 1999 et modifié par les lois des 11 juin 2002 et 10 janvier 2007;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947;

Vu l'avis n° 133 du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail, donné le 3 mars 2009;

Vu l'avis n° 53.313/1 du Conseil d'Etat donné le 5 juin 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives  
aux équipements de protection collective

Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application et définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux travailleurs ainsi qu'aux personnes y assimilées visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2013/205007]

30 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van algemene bepalingen betreffende de keuze, de aankoop en het gebruik van collectieve beschermingsmiddelen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 11 juni 2002 en 10 januari 2007;

Gelet op het Algemeen reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

Gelet op het advies nr. 133 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven op 3 maart 2009;

Gelet op het advies nr. 53.313/1 van de Raad van State gegeven op 5 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende  
de collectieve beschermingsmiddelen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en definities

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en de werknemers en op de daarmee gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2, § 1 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux équipements de protection collective qui ne font pas partie d'un équipement de travail.

Les équipements de protection collective qui font partie d'un équipement de travail sont assimilés à un équipement de travail.

**Art. 3.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° Comité : le Comité pour la Prévention et la Protection au travail, à défaut d'un comité, la délégation syndicale ou, à défaut d'une délégation syndicale, les travailleurs eux-mêmes, conformément aux dispositions de l'article 53 de la loi;

3° service interne : le service interne pour la prévention et la protection au travail;

4° équipement de protection collective, ci-après dénommé « EPC » : tout équipement de protection destiné à protéger le travailleur contre un ou plusieurs dangers susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé au travail, ainsi que tout complément ou accessoire destiné à cet objectif, et qui répond simultanément aux caractéristiques suivantes :

a) il est conçu et installé de manière à agir le plus directement possible sur la source du risque de manière à réduire ce risque au maximum;

b) il est destiné à être installé préalablement à l'exécution du travail;

c) il est de nature à ce que le travailleur ne doit pas intervenir activement pour assurer sa sécurité et sa santé au travail.

#### Section 2. — Principes généraux

**Art. 4.** L'employeur peut exclusivement mettre à la disposition des travailleurs des EPC qui répondent, en matière de conception et de fabrication, aux prescriptions légales applicables à ces EPC.

Lorsqu'ils ne sont pas soumis aux dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou n'y sont que partiellement soumis, les EPC mis à la disposition des travailleurs doivent répondre aux règles de bonnes pratiques reconnues comme étant les mieux adaptées.

**Art. 5.** Dans tous les cas, les EPC doivent :

1° être appropriés aux risques à prévenir, en ne constituant pas eux-mêmes un danger, en n'induisant pas un nouveau danger ou en n'augmentant pas le risque existant;

2° être adaptés au poste de travail.

Si la présence de dangers multiples nécessite l'utilisation simultanée de plusieurs EPC, ces équipements sont compatibles et maintiennent leur efficacité par rapport aux risques correspondants.

#### Section 3. — Analyses des risques

**Art. 6.** L'employeur identifie les dangers qui ne peuvent pas être éliminés par des mesures techniques ou organisationnelles, de sorte que l'utilisation des EPC s'impose.

**Art. 7.** Sur base des dangers identifiés en application de l'article 6, l'employeur procède à une définition et une détermination des risques afin d'évaluer ces risques.

**Art. 8.** L'analyse des risques doit permettre à l'employeur d'appliquer les mesures de protection collectives les mieux adaptées pour protéger les travailleurs contre les risques visés à l'article 7 et qui découlent, entre autres, de l'application des dispositions visées à l'annexe I<sup>re</sup>.

**Art. 9.** Sur base des résultats de l'analyse des risques visée aux articles 6 à 8, l'employeur détermine les caractéristiques que l'EPC doit posséder pour pouvoir protéger les travailleurs contre les risques visés à l'article 7, compte tenu des éventuels dangers que l'EPC peut constituer par lui-même.

Il vérifie également que les EPC répondent aux conditions visées aux articles 4 et 5.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'analyse des risques est revue chaque fois qu'une modification significative intervient dans l'un des éléments de cette analyse.

§ 2. Lors de la réalisation de l'analyse des risques, l'employeur demande l'avis du conseiller en prévention compétent en matière de sécurité du travail, ainsi que celui du conseiller en prévention-médecin du travail chargé de la surveillance de la santé des travailleurs.

§ 3. Les rapports et les éléments sur lesquels se base cette analyse des risques sont tenus à la disposition des fonctionnaires chargés de la surveillance.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de collectieve beschermingsmiddelen die geen onderdeel zijn van een arbeidsmiddel.

De collectieve beschermingsmiddelen die onderdeel zijn van een arbeidsmiddel worden met een arbeidsmiddel gelijkgesteld.

**Art. 3.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° Comité : het Comité voor Preventie en Bescherming op het werk, bij ontstentenis van een comité, de vakbondsafvaardiging, en bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, de werknemers zelf, overeenkomstig de bepalingen van artikel 53 van de wet;

3° interne dienst : de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk;

4° collectief beschermingsmiddel, hierna « CBM » genoemd : elke beschermingsuitrusting die tot doel heeft de werknemer te beschermen tegen één of meerdere gevaren die zijn veiligheid of gezondheid op het werk kunnen in het gedrang brengen evenals alle aanvullingen of accessoires die hiertoe bestemd zijn, en die gelijktijdig de volgende kenmerken vertonen :

a) ze is dermate ontworpen en geïnstalleerd dat ze zo rechtstreeks mogelijk inwerkt op de oorzaak van het risico zodat dit risico maximaal wordt beperkt;

b) ze is bestemd om, voorafgaand aan de uitvoering van het werk te worden geïnstalleerd;

c) ze is van die aard dat de werknemer niet actief moet tussenkomen om zijn veiligheid en gezondheid op het werk te verzekeren.

#### Afdeling 2. — Algemene beginselen

**Art. 4.** De werkgever mag uitsluitend CBM ter beschikking stellen van de werknemers die inzake ontwerp en constructie beantwoorden aan de wettelijke bepalingen die op deze CBM van toepassing zijn.

Wanneer op de CBM geen of slechts gedeeltelijk bepalingen als bedoeld in het eerste lid van toepassing zijn, moeten de CBM die ter beschikking van de werknemers worden gesteld voldoen aan de meest geschikte erkende regels van goed vakmanschap.

**Art. 5.** In elk geval, moeten de CBM :

1° geschikt zijn voor de te voorkomen risico's, zonder zelf een gevaar te vormen, een nieuw gevaar te doen ontstaan of het bestaande risico te verhogen;

2° aangepast zijn aan de werkpost.

Indien de aanwezigheid van verschillende gevaren het noodzakelijk maakt tezelfdertijd verschillende CBM te gebruiken, dan zijn deze op elkaar afgestemd en blijven zij doeltreffend voor de betrokken risico's.

#### Afdeling 3. — Risicoanalyse

**Art. 6.** De werkgever identificeert de gevaren die niet kunnen worden uitgeschakeld met technische of organisatorische maatregelen, zodanig dat het gebruik van CBM zich opdringt.

**Art. 7.** Op basis van de in toepassing van artikel 6 geïdentificeerde gevaren, gaat de werkgever over tot de vaststelling en het nader bepalen van de risico's, teneinde deze risico's te evalueren.

**Art. 8.** De risicoanalyse moet de werkgever in staat stellen om de meest geschikte collectieve beschermingsmaatregelen toe te passen om de werknemers te beschermen tegen de risico's bedoeld in artikel 7 en die onder meer voortvloeien uit de bepalingen bedoeld in bijlage I.

**Art. 9.** Op basis van de resultaten van de risicoanalyse bedoeld in de artikelen 6 tot 8, bepaalt de werkgever de kenmerken die het CBM moet bezitten om de werknemers te kunnen beschermen tegen de risico's bedoeld in artikel 7, rekening houdend met de eventuele gevaren die het CBM zelf kan vormen.

Hij gaat eveneens na of de CBM beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 4 en 5.

**Art. 10.** § 1. De risicoanalyse wordt herzien telkens er een significante wijziging optreedt in één van de onderdelen van deze analyse.

§ 2. Bij het uitvoeren van de risicoanalyse vraagt de werkgever het advies van de preventieadviseur deskundig op het vlak van arbeidsveiligheid, evenals dat van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers.

§ 3. De verslagen en de elementen waarop deze risicoanalyse is gebaseerd, worden ter beschikking gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaren.

**Art. 11.** L'employeur détermine les conditions dans lesquelles un EPC doit être utilisé.

Pour la détermination des conditions dans lesquelles un EPC doit être utilisé, l'employeur demande l'avis du conseiller en prévention compétent en matière de sécurité du travail, ainsi que celui du conseiller en prévention-médecin du travail chargé de la surveillance de la santé des travailleurs.

Ces conditions sont déterminées en fonction de la gravité du risque, de la fréquence et de la durée de l'exposition au risque et des caractéristiques du poste de travail de chaque travailleur, ainsi que de l'efficacité de l'EPC.

En tout cas, pour les activités et dans les circonstances de travail définies dans l'annexe II du présent arrêté, l'employeur met les EPC repris dans cette annexe à la disposition des travailleurs.

#### Section 4. — Achat d'un EPC

**Art. 12.** Chaque achat d'un EPC fait l'objet d'un bon de commande qui mentionne :

1° que l'EPC doit disposer des caractéristiques identifiées en application de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° que l'EPC doit répondre aux conditions visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° que l'EPC doit répondre aux règles de bonnes pratiques visées à l'article 4, alinéa 2, lorsque les dispositions visées à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables ou ne le sont que partiellement;

4° que l'EPC doit répondre aux exigences complémentaires, qui ne sont pas nécessairement imposées par les prescriptions susdites, mais qui sont indispensables pour atteindre l'objectif visé à l'article 5 de la loi et à l'article 3 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

5° que l'EPC devra être accompagné d'une notice d'instruction qui contient les informations qui permettent à l'employeur d'installer, de fixer les limites d'utilisation, d'entretenir et de contrôler l'EPC de manière à ce que celui-ci réponde, lors de chaque utilisation, aux conditions imposées au présent arrêté.

Le conseiller en prévention compétent en matière de sécurité du travail et le conseiller en prévention-médecin du travail chargé de la surveillance de la santé des travailleurs participent aux travaux préparatoires à l'établissement du bon de commande.

Le bon de commande est revêtu du visa du conseiller en prévention chargé de la direction du service interne, ou le cas échéant, de la section du service interne.

**Art. 13.** Lors de la livraison, le fournisseur remet à son client un document qui confirme le respect des obligations imposées par l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. En outre, la procédure visée aux §§ 2 et 3 s'applique aux EPC pour lesquels les exigences visées à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4° sont prescrites dans le bon de commande.

§ 2. Lors de la livraison, le fournisseur remet à son client un document qui confirme le respect des obligations imposées par l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4° et 5°.

§ 3. Avant toute mise en service, l'employeur est en possession d'un rapport constatant le respect des dispositions visées au § 2.

Le rapport est établi par le conseiller en prévention compétent en matière de sécurité du travail.

L'avis du conseiller en prévention-médecin du travail chargé de la surveillance de la santé des travailleurs y est annexé.

§ 4. L'employeur peut, de sa propre initiative ou doit à la demande de tous les membres représentant des travailleurs au sein du Comité, consulter au préalable d'autres services ou institutions spécialisés ou particulièrement compétents dans ce domaine.

Les services ou institutions sont considérés être spécialisés ou compétents lorsqu'ils sont acceptés comme tels par tous les membres représentant de l'employeur et des travailleurs au sein du Comité.

Lorsqu'aucun accord sur les services ou institutions n'est atteint au sein du Comité, l'employeur demande l'avis du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le fonctionnaire entend les parties concernées et tente de concilier les positions de chacun. En l'absence de conciliation, le fonctionnaire émet un avis qui est notifié à l'employeur par lettre recommandée. L'employeur informe le Comité de l'avis de ce fonctionnaire dans un

**Art. 11.** De werkgever bepaalt de omstandigheden waaronder een CBM moet gebruikt worden.

Voor het bepalen van de omstandigheden waaronder een CBM moet gebruikt worden, vraagt de werkgever het advies van de preventieadviseur deskundig op het vlak van arbeidsveiligheid, evenals dat van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers.

Deze omstandigheden worden bepaald in functie van de ernst van het risico, de frequentie en de duur van de blootstelling aan het risico en de kenmerken van de werkpost van iedere werknemer, alsmede van de doeltreffendheid van het CBM.

In elk geval stelt de werkgever voor de activiteiten en arbeidsomstandigheden bepaald in bijlage II bij dit besluit, de CBM vermeld in die bijlage ter beschikking van de werknemers.

#### Afdeling 4. — Aankoop van CBM

**Art. 12.** Voor iedere aankoop van een CBM wordt een bestelbon opgemaakt die vermeldt :

1° dat het CBM moet beschikken over de kenmerken die werden vastgesteld in toepassing van artikel 9, eerste lid;

2° dat het CBM moet voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4, eerste lid;

3° dat het CBM moet beantwoorden aan de regels van goed vakmanschap bedoeld in artikel 4, tweede lid, wanneer geen of slechts gedeeltelijk bepalingen als bedoeld in artikel 4, eerste lid van toepassing zijn;

4° dat het CBM moet voldoen aan de bijkomende vereisten, niet noodzakelijk opgelegd door bovenstaande bepalingen, maar onontbeerlijk om het objectief te bereiken vooropgesteld in artikel 5 van de wet en in artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

5° dat het CBM moet vergezeld zijn van een instructienota die de informatie bevat waardoor de werkgever in staat is om het CBM te installeren, de gebruiksgrenzen ervan te bepalen, het te onderhouden en te controleren op een wijze dat dit CBM, tijdens elk gebruik, beantwoordt aan de voorwaarden opgelegd door dit besluit.

De preventieadviseur deskundig op het vlak van arbeidsveiligheid en de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers nemen deel aan de werkzaamheden ter voorbereiding van het opmaken van de bestelbon.

De bestelbon wordt getekend « voor gezien » door de preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst of, in voorkomend geval, van de afdeling van de interne dienst.

**Art. 13.** Bij de levering geeft de leverancier aan de klant een document waarin wordt verklaard dat de verplichtingen opgelegd door artikel 12, eerste lid, 1° en 2° werden nageleefd.

**Art. 14.** § 1. Bovendien is de procedure bedoeld in §§ 2 en 3 van toepassing op de CBM, waarvoor de vereisten bedoeld in artikel 12, eerste lid, 3° en 4° worden voorgeschreven in de bestelbon.

§ 2. Bij de levering geeft de leverancier aan de klant een document, waarin wordt verklaard dat de verplichtingen opgelegd door artikel 12, eerste lid, 3°, 4° en 5° werden nageleefd.

§ 3. Vóór elke indienststelling is de werkgever in het bezit van een verslag dat de naleving vaststelt van de bepalingen bedoeld in § 2.

Het verslag wordt opgesteld door de preventieadviseur deskundig op het vlak van arbeidsveiligheid.

Het advies van de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers wordt erbij gevoegd.

§ 4. De werkgever kan op eigen initiatief of moet op vraag van alle leden vertegenwoordigers van de werknemers in het Comité, voorafgaand andere diensten of instellingen die gespecialiseerd zijn in of bijzonder bevoegd zijn voor dit domein, raadplegen.

Diensten of instellingen worden geacht gespecialiseerd of bevoegd te zijn wanneer ze door alle leden vertegenwoordigers van de werkgever en de werknemers in het Comité als dusdanig worden aanvaard.

Indien er binnen het Comité geen akkoord wordt bereikt over de diensten of instellingen, vraagt de werkgever het advies van de met het toezicht belaste ambtenaar.

De ambtenaar hoort de betrokken partijen en poogt de standpunten met elkaar te verzoenen. Indien geen verzoening wordt bereikt, verstrekt deze ambtenaar een advies waarvan per aangetekend schrijven kennis wordt gegeven aan de werkgever. De werkgever stelt het

délais de trente jours à dater de la notification, avant qu'il ne prenne la décision.

**Art. 15.** Les documents visés aux articles 6 à 14 sont communiqués au Comité.

Ils sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

#### Section 5. — Installation d'un EPC

**Art. 16.** L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les EPC soient installés conformément aux informations contenues dans la notice d'instruction visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.

**Art. 17.** L'employeur veille à ce que les EPC dont la sécurité dépend des conditions d'installation soient soumis à un contrôle, après installation et avant mise en service, et après chaque montage sur un nouveau site ou un nouvel emplacement, en vue de s'assurer de l'installation correcte et du bon fonctionnement de ces EPC.

L'employeur prend les mesures nécessaires pour que le montage et le démontage des EPC puissent se faire en toute sécurité.

#### Section 6. — Utilisation d'un EPC

**Art. 18.** L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les EPC soient utilisés de telle façon que leur contribution en matière de réduction des risques soit la plus efficace possible durant toute la durée requise pour effectuer les tâches qui requièrent leur utilisation.

**Art. 19.** Les EPC ne peuvent être utilisés que pour l'objectif pour lequel ils ont été conçus et conformément à la notice d'instruction du fabricant.

**Art. 20.** Chaque fois qu'un EPC est mis à disposition, l'employeur veille à ce que l'EPC ne soit pas mis hors service, déplacé, modifié ou endommagé. L'employeur veille également à ce que l'EPC soit maintenu dans un état tel qu'à chaque instant il reste conforme aux dispositions du présent arrêté.

#### Section 7. — Entretien et contrôle

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'employeur prend les mesures nécessaires afin que les EPC soient gardés, par un entretien et un contrôle périodiques, à un niveau tel qu'ils satisfassent, tout au long de leur utilisation, aux dispositions qui leur sont applicables.

Cet entretien et ce contrôle sont réalisés conformément aux instructions du fabricant qui sont détaillées dans la notice d'instruction visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.

L'employeur veille à ce que des contrôles exceptionnels soient effectués chaque fois que des événements exceptionnels se sont produits et qui ont pour conséquence ou qui peuvent avoir comme conséquence que l'EPC ne réponde plus aux dispositions du présent arrêté. Par circonstances exceptionnelles on entend, notamment, des transformations, des accidents, des phénomènes naturels et des périodes prolongées d'inutilisation.

§ 2. Les contrôles visés par le présent article sont effectués par des personnes compétentes, internes ou externes à l'entreprise ou l'institution.

Les résultats de ces contrôles sont consignés et sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance. Ils sont conservés pendant une durée appropriée.

Lorsque les EPC concernés sont utilisés hors de l'entreprise, ils doivent être accompagnés d'une preuve matérielle de la réalisation du dernier contrôle.

§ 3. Pour un certain nombre d'EPC, les contrôles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont effectués obligatoirement par un service externe pour des contrôles techniques agréé pour le contrôle concerné.

Le contenu de ces contrôles et leur périodicité sont déterminés par les dispositions spécifiques s'appliquant à ces EPC.

#### Section 8. — Formations et informations

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'employeur prend les mesures nécessaires pour que les travailleurs disposent d'informations adéquates et, le cas échéant, d'instructions dont l'objectif est de s'assurer que les travailleurs disposent de toutes les connaissances requises à la bonne utilisation des EPC.

Cette information et ces instructions contiennent au minimum :

1<sup>o</sup> les conditions dans lesquelles les EPC doivent être utilisés;

Comité in kennis van het advies van deze ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving, vooraleer hij de beslissing neemt.

**Art. 15.** De documenten bedoeld in de artikelen 6 tot 14 worden medegedeeld aan het Comité.

Ze worden ter beschikking gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaar.

#### Afdeling 5. — Plaatsing van CBM

**Art. 16.** De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de CBM zouden worden geplaatst overeenkomstig de informatie vermeld in de instructienota bedoeld in artikel 12, eerste lid, 5<sup>o</sup>.

**Art. 17.** De werkgever zorgt ervoor dat de CBM waarvan de veiligheid afhangt van de wijze van installatie, worden gecontroleerd nadat ze geplaatst werden en vooraleer ze in gebruik worden genomen, evenals na elke montage op een nieuwe locatie of een nieuwe plek, teneinde zich ervan te vergewissen dat deze CBM op de juiste wijze werden geïnstalleerd en goed functioneren.

De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de montage en de demontage van de CBM in alle veiligheid kunnen gebeuren.

#### Afdeling 6. — Gebruik van een CBM

**Art. 18.** De werkgever treft de nodige maatregelen opdat de CBM dermate zouden worden gebruikt dat hun bijdrage aan de beperking van de risico's zo doeltreffend mogelijk blijft tijdens de volledige duur die nodig is voor het uitvoeren van de taken waarvoor hun gebruik vereist is.

**Art. 19.** De CBM mogen slechts worden gebruikt voor het doel waarvoor zij zijn ontworpen en overeenkomstig de instructienota van de fabrikant.

**Art. 20.** Telkens een CBM ter beschikking wordt gesteld, waakt de werkgever erover dat dit CBM niet wordt uitgeschakeld, verplaatst, veranderd of beschadigd. De werkgever waakt er tevens over dat het CBM in een zodanige toestand blijft waardoor het op elk ogenblik voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

#### Afdeling 7. — Onderhoud en controle

**Art. 21.** § 1. De werkgever neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de CBM, door een periodiek onderhoud en een periodieke controle, in een zodanige staat worden gehouden dat zij tijdens de gehele gebruiksduur voldoen aan de toepasselijke bepalingen.

Dit onderhoud en deze controle worden uitgevoerd overeenkomstig de instructies van de fabrikant die opgenomen zijn in de instructienota bedoeld in artikel 12, eerste lid, 5<sup>o</sup>.

De werkgever zorgt ervoor dat bijzondere controles worden uitgevoerd telkens wanneer zich uitzonderlijke gebeurtenissen hebben voorgedaan die tot gevolg hebben of kunnen hebben dat het CBM niet langer voldoet aan de bepalingen van dit besluit. Onder uitzonderlijke gebeurtenissen wordt verstaan, inzonderheid, transformatie, ongevallen, natuurverschijnselen en lange perioden van buitengebruikstelling.

§ 2. De in dit artikel bedoelde controles worden uitgevoerd door deskundige personen, intern of extern aan de onderneming of instelling.

De resultaten van de controles worden schriftelijk vastgelegd en ter beschikking gehouden van de met het toezicht belaste ambtenaar. Zij worden gedurende een gepaste tijd bewaard.

Wanneer de betrokken CBM buiten de onderneming worden gebruikt, moeten zij vergezeld gaan van een materieel bewijs van de laatste controle.

§ 3. Voor een aantal specifieke CBM, worden de in § 1 bedoelde controles verplichtend uitgevoerd door een Externe Dienst voor Technische Controles die erkend is voor de desbetreffende controles.

De inhoud van deze controles en de periodiciteit ervan worden bepaald door de specifieke bepalingen die op deze CBM van toepassing zijn.

#### Afdeling 8. — Opleiding en informatie

**Art. 22.** § 1. De werkgever neemt de nodige maatregelen opdat de werknemers over adequate informatie en, in voorkomend geval, over instructies beschikken die tot doel hebben ervoor te zorgen dat de werknemers over alle vereiste kennis beschikken betreffende het juiste gebruik van de CBM.

Deze informatie en deze instructies bevatten ten minste :

1<sup>o</sup> de omstandigheden waaronder de CBM dienen te worden gebruikt;

- 2° les situations anormales prévisibles qui peuvent se produire;  
 3° les conclusions à tirer de l'expérience acquise, le cas échéant, lors de l'utilisation des EPC.

Cette information et ces instructions doivent être compréhensibles pour les travailleurs concernés.

Il doit exister pour chaque EPC des instructions écrites nécessaires :

- a) à son installation;  
 b) à son mode d'utilisation;  
 c) à son entretien;  
 d) à son inspection et son contrôle.

§ 2. Les notices contenant les informations et les instructions sont, si nécessaire, complétées par le conseiller en prévention compétent en matière de sécurité du travail et par le conseiller en prévention-médecin du travail chargé de la surveillance de la santé des travailleurs, chacun pour ce qui le concerne, compte tenu des exigences relatives au bien-être au travail.

Elles sont revêtues du visa du conseiller en prévention chargé de la direction du service interne ou, le cas échéant, de la section du service interne.

#### CHAPITRE II. — Dispositions finales

**Art. 23.** Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 22 du présent arrêté, constituent le Titre VII, Chapitre III du Code sur le bien-être au travail, avec les intitulés suivants :

- 1° « TITRE VII. — Protection collective et individuelle. »;  
 2° « CHAPITRE III. — Equipements de protection collective ».

**Art. 24.** Dans le titre II, chapitre I<sup>er</sup> du Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, la section X, Politique de prévention, comprenant l'article 54<sup>quater</sup>, inséré par l'arrêté royal du 20 juin 1975 et modifié par les arrêtés royaux des 13 septembre 1990, 12 août 1993, 28 octobre 1993, 7 août 1995, 27 mars 1998 et 3 mai 1999, est abrogé.

**Art. 25.** Dans le même règlement, sont abrogés :

- 1° les articles 434.7.1. à 434.7.5.;  
 2° l'article 434.8.1., remplacé par l'arrêté royal du 17 juin 1997;  
 3° l'article 434.8.2.;  
 4° les articles 434.9.1. à 434.9.4.

**Art. 26.** Dans l'article 10, 1° de l'arrêté royal du 6 juillet 2004 relatif aux vêtements de travail les mots « TITRE VII. — Equipement individuel » sont remplacés par les mots « TITRE VII. — Protection collective et individuelle ».

**Art. 27.** Dans l'article 33, 1° de l'arrêté royal du 13 juin 2005 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle les mots « TITRE VII. — Equipement individuel » sont remplacés par les mots « TITRE VII. — Protection collective et individuelle ».

**Art. 28.** Notre Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
 Mme M. DE CONINCK

Note

- (1) Références au *Moniteur belge* :  
 Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 18 septembre 1996;  
 Loi du 7 avril 1999, *Moniteur belge* du 20 avril 1999;  
 Loi du 11 juin 2002, *Moniteur belge* du 22 juin 2002;  
 Loi du 10 janvier 2007, *Moniteur belge* du 6 juin 2007;  
 Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* du 3 avril 1946;

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* du 3 octobre 1947;

Arrêté royal du 20 juin 1975, *Moniteur belge* du 15 juillet 1975.

- 2° de voorzienbare abnormale situaties die zich kunnen voordoen;  
 3° de conclusies die, in voorkomend geval, kunnen worden getrokken uit de bij het gebruik van CBM opgedane ervaringen.

Deze informatie en deze instructies moeten voor de betrokken werknemers begrijpelijk zijn.

Voor elk CBM moeten schriftelijke instructies bestaan die nodig zijn voor :

- a) zijn installatie;  
 b) zijn gebruikswijze;  
 c) zijn onderhoud;  
 d) zijn nazicht en controle.

§ 2. De nota's die de inlichtingen en de instructies bevatten worden, zo nodig, aangevuld door de preventieadviseur deskundig op het vlak van arbeidsveiligheid en de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer belast met het gezondheidstoezicht op de werknemers, elk wat hem betreft, rekening houdend met de eisen betreffende het welzijn op het werk.

Ze worden « voor gezien » getekend door de preventieadviseur belast met de leiding van de interne dienst of, in voorkomend geval, van de afdeling van de interne dienst.

#### HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen

**Art. 23.** De artikelen 1 tot 22 van dit besluit vormen Titel VII, Hoofdstuk III van de Codex over het welzijn op het werk met de volgende opschriften :

- 1° « TITEL VII. — Collectieve en individuele bescherming. »;  
 2° « HOOFDSTUK III. — Collectieve beschermingsmiddelen ».

**Art. 24.** In titel II, hoofdstuk I van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd door de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, wordt afdeling X, Voorkomingsbeleid, dat het artikel 54<sup>quater</sup> omvat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1975 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 september 1990, 12 augustus 1993, 28 oktober 1993, 7 augustus 1995, 27 maart 1998 en 3 mei 1999, opgeheven.

**Art. 25.** In hetzelfde reglement worden opgeheven :

- 1° de artikelen 434.7.1. tot 434.7.5.;  
 2° artikel 434.8.1., vervangen bij het koninklijk besluit van 17 juni 1997;  
 3° artikel 434.8.2.;  
 4° de artikelen 434.9.1. tot 434.9.4.

**Art. 26.** In artikel 10, 1° van het koninklijk besluit van 6 juli 2004 betreffende de werkkledij worden de woorden « TITEL VII. — Individuele uitrusting » vervangen door de woorden « TITEL VII. — Collectieve en individuele bescherming ».

**Art. 27.** In artikel 33, 1° van het koninklijk besluit van 13 juni 2005 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen worden de woorden « TITEL VII. — Individuele uitrusting » vervangen door de woorden « TITEL VII. — Collectieve en individuele bescherming ».

**Art. 28.** Onze Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
 Mevr. M. DE CONINCK

Nota

- (1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
 Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1996;  
 Wet van 7 april 1999, *Belgisch Staatsblad* van 20 april 1999;  
 Wet van 11 juni 2002, *Belgisch Staatsblad* van 22 juni 2002;  
 Wet van 10 januari 2007, *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 2007;  
 Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1946;  
 Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 1947;  
 Koninklijk besluit van 20 juni 1975, *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1975.

Annexe I<sup>o</sup>.**Dispositions concernant les mesures collectives visées à l'article 8**

L'analyse des risques imposée à l'article 6 du présent arrêté doit permettre à l'employeur de prendre des mesures qui décolulent de l'application des dispositions suivantes :

Arrêté royal du 2 décembre 1993 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes et mutagènes, article 6, 7°;

Arrêté royal du 4 août 1996 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail, article 17, 3°;

Arrêté royal du 11 mars 2002 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail, article 18, 2°;

Arrêté royal du 23 décembre 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés aux travaux en milieu hyperbare, article 18;

Arrêté royal du 31 août 2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur;

Arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante, article 44, c), et article 45;

Arrêté royal du 4 décembre 2012 concernant les prescriptions minimales de sécurité des installations électriques sur les lieux de travail.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 30 août 2013 fixant des dispositions générales relatives au choix, à l'achat et à l'utilisation de protection collective.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONNINCK

## Annexe II.

**Liste d'activités et de circonstances de travail nécessitant la mise à dispositions d'EPC****Prévention des chutes des travailleurs**

En application des dispositions imposées par l'arrêté royal du 31 août 2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour travaux temporaires en hauteur, et notamment celles imposées à l'article 6, § 5, l'employeur prend les mesures suivantes :

1. Lorsque les travailleurs sont exposés à une chute de plus de 2 m, les aires de travail et de circulation sont équipées des équipements de protection collective suivants :

- soit des garde-corps avec lisse intermédiaire et plinthe joignant le sol;
- soit des panneaux pleins ou en treillis;
- soit tout autre dispositif qui présente une sécurité équivalente.

Ces équipements de protection collective ne peuvent être interrompus qu'au point d'accès d'une échelle.

2. La lisse supérieure d'un garde-corps est située entre 1 et 1,2 m au-dessus des aires de travail et de circulation.

Entre la lisse supérieure et la plinthe se trouve une lisse intermédiaire, située entre 40 et 50 cm au-dessus de l'aire de travail ou de circulation.

La plinthe a une hauteur minimale de 15 cm.

3. Les panneaux pleins ou en treillis ont une hauteur minimale de 1 m et présentent une sécurité équivalente à celle du dispositif de protection décrit au point 2.

4. La hauteur de la protection au-dessous de l'aire de circulation ou de travail peut être réduite à 70 cm lorsqu'elle est constituée :

- par un mur dont la somme de la hauteur et de l'épaisseur est égale ou supérieure à 1,3 m;
- par l'allège d'une baie de fenêtre quand la largeur de la baie est inférieure ou égale à 2 m.

## Bijlage I

**Bepalingen betreffende de collectieve maatregelen bedoeld in artikel 8**

De risicoanalyse, opgelegd door artikel 6 van dit besluit, moet de werkgever toelaten de maatregelen te treffen die voortvloeien uit de toepassing van de volgende bepalingen :

Koninklijk besluit van 2 december 1993 betreffende de bescherming van de werknemers tegen de risico's van blootstelling aan carcinogene kankerverwekkende en mutagene agentia op het werk, artikel 6, 7°;

Koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de bescherming van de werknemers tegen de risico's bij blootstelling aan biologische agentia op het werk, artikel 17, 3°;

Koninklijk besluit van 11 maart 2002 betreffende de bescherming van de gezondheid en de veiligheid van de werknemers tegen de risico's van chemische agentia op het werk, artikel 18, 2°;

Koninklijk besluit van 23 december 2003 betreffende de bescherming van de werknemers tegen de risico's bij werkzaamheden in een hyperbare omgeving, artikel 18;

Koninklijk besluit van 31 augustus 2005 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen voor tijdelijke werkzaamheden op hoogte;

Koninklijk besluit van 16 maart 2006 betreffende de bescherming van de werknemers tegen de risico's van blootstelling aan asbest, artikel 44, c) en artikel 45;

Koninklijk besluit van 4 december 2012 betreffende de minimale voorschriften inzake veiligheid van elektrische installaties op arbeidsplaatsen.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 30 augustus 2013 tot vaststelling van algemene bepalingen betreffende de keuze, de aankoop en het gebruik van collectieve beschermingsmiddelen.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

## Bijlage II

**Lijst van activiteiten en arbeidsomstandigheden waarvoor het ter beschikking stellen van CBM noodzakelijk is****Voorcoming van het vallen van werknemers**

In toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 augustus 2005 betreffende het gebruik van arbeidsmiddelen voor tijdelijke werkzaamheden op hoogte, en inzonderheid artikel 6, § 5, treft de werkgever de volgende maatregelen :

1. Wanneer de werknemers blootgesteld zijn aan een val van meer dan 2 m, dan zijn de werk- en loopvlakken met volgende collectieve beschermingsmiddelen uitgerust :

- hetzij leuning met tussenleuning en kantlijst die aan de vloer aansluit;
- hetzij volle of uit traliewerk bestaande panelen;
- hetzij elke andere inrichting die een gelijkwaardige beveiliging biedt.

Deze collectieve beschermingsmiddelen mogen enkel worden onderbroken op de toegangplaats tot een ladder.

2. De bovenlat van een leuning bevindt zich op 1 m tot 1,2 m hoogte boven de werk- of loopvlakken.

Tussen de bovenlat en de kantlijst is een tussenleuning aangebracht tussen 40 tot 50 cm boven het werk- of loopvlak gelegen.

De kantlijsten zijn ten minste 15 cm hoog.

3. De volle of uit traliewerk bestaande panelen zijn ten minste 1 m hoog en bieden een gelijkwaardige veiligheid als die van de beveiligingsinrichting beschreven in punt 2.

4. De hoogte van de beveiliging boven het werk- of loopvlak mag tot 70 cm worden verlaagd als ze bestaat :

- uit een muur waarvan de som van de hoogte en de dikte gelijk is aan of groter is dan 1,3 m;
- uit een bank van een vensteropening indien de breedte van de opening kleiner is dan of gelijk aan 2 m.

5. Sauf s'il s'agit d'éléments métalliques soudés, rivés ou boulonnés, les lisses, les plinthes et les panneaux sont fixés sur le côté intérieur de leur support.

6. Lorsque certaines parties d'une construction ne sont pas livrées au service du chantier et que leur accès présente des dangers pour les travailleurs, ces parties sont signalées à l'aide de panneaux d'avertissement de danger général, conformes aux dispositions concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail, et sont convenablement délimitées par des éléments matériels. Ces éléments matériels empêchent l'accès involontaire à ces parties de la construction.

7. Si ces dispositifs ne sont pas situés à une distance d'au moins 1,5 m du vide, ils satisfont aux conditions fixées pour les dispositifs de protection visées aux points 2 et 3.

8. Quand l'exécution d'un travail spécial nécessite l'enlèvement temporaire d'un dispositif de protection contre les chutes, des mesures compensatoires et efficaces de sécurité telles que garde-corps en retour ou panneaux, garde-corps ou panneaux mobiles, poignées, ceintures de sécurité ou tout autre moyen, sont prises pour prévenir la chute des travailleurs, du matériel ou de matériaux.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 30 août 2013 fixant des dispositions générales relatives au choix, à l'achat et à l'utilisation d'équipements de protection collective.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONNICK

5. Behalve als het gaat om gelaste, geklonken of geschroefde metalen elementen, zijn de leuningen, tussenleuningen, de kantlijsten en de panelen aan de binnenkant van het steunelement vastgehecht.

6. Als sommige gedeelten van de bouwplaats niet voor de arbeid toegankelijk zijn en de toegang ertoe gevaar oplevert voor de werknemers, worden deze plaatsen aangeduid door waarschuwborden voor gevaar, overeenkomstig de bepalingen betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering op het werk, en worden ze door materiële elementen behoorlijk afgebakend. Deze materiële elementen beletten de onvrijwillige toegang tot deze gedeelten van de bouwplaats.

7. Indien deze elementen niet op een afstand van ten minste 1,5 m van de lege ruimte gelegen zijn, dan voldoen ze aan de vereisten gesteld voor de beveiligingselementen bedoeld in de punten 2 en 3.

8. Als het uitvoeren van een speciaal werk het tijdelijk wegnemen van een beveiligingselement tegen het vallen noodzakelijk maakt, worden doeltreffende vervangende veiligheidsmaatregelen getroffen, zoals automatisch werkende leuning van panelen, beweegbare leuning van panelen, handvatten, veiligheidsgordels of elk ander middel om het vallen van werknemers, materieel of materialen te voorkomen.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 30 augustus 2013 tot vaststelling van algemene bepalingen betreffende de keuze, de aankoop en het gebruik van collectieve beschermingsmiddelen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/204983]

26 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal dispensant certaines catégories d'employeurs de la cotisation patronale particulière destinée à financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, instaurée par l'arrêté royal du 27 novembre 1996

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 27 novembre 1996 instaurant une cotisation patronale particulière en vue de financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, confirmé par la loi du 13 juin 1997 portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 2, alinéa 3;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'informer dans les plus brefs délais les employeurs des mesures entreprises et vu que l'année 2013 est déjà largement entamée, il a été décidé de ne pas demander d'avis à l'Office national de la Sécurité sociale sur la mesure envisagée qui s'inscrit dans la continuité des mesures entreprises dans le passé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juin 2013;

Vu l'avis 53/923/1/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/204983]

26 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit waarbij bepaalde categorieën van werkgevers vrijgesteld worden van de bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en anciënniteitstoeslag voor oudere werklozen ingesteld bij koninklijk besluit van 27 november 1996

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 27 november 1996 tot instelling van een bijzondere werkgeversbijdrage ter financiering van het stelsel van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteitstoeslag voor oudere werklozen, bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 2, derde lid;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de spoedeisendheid ingegeven door de noodzaak om de werkgevers zo spoedig mogelijk te informeren omtrent de genomen maatregelen en gelet op het feit dat het jaar 2013 reeds ver gevorderd is, werd beslist om het advies van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid inzake de voorgenomen maatregel die zich inschrijft in de voortzetting van in het verleden genomen maatregelen, niet te vragen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op advies 53/923/1/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

